



Analyse des facteurs explicatifs du capital social en Afrique Subsaharienne

Analysis of the explanatory factors of social capital in Sub-Saharan Africa

Ibrahima DIALLO^a

Groupe de Recherche en Économie et Développement Territorial (GREDT)
Université Alioune Diop de Bambey, Sénégal. E-mail: pibdiallo@gmail.com,
Corresponding author

Ndiaga SENE^b

Groupe de Recherche en Économie et Développement Territorial (GREDT)
Université Alioune Diop de Bambey, Sénégal. E-mail : ndiaga.sene@uadb.edu.sn

Omar SENE^c

Laboratoire de recherche en Sciences Sociales (LIRSS)Etablissement
Bambey, Sénégal. E-mail : omar.sene@uadb.edu.sn.

Résumé

Dans ce papier, nous cherchons à étudier les facteurs individuels et communautaires explicatifs du niveau de capital social dans le contexte des pays d'Afrique subsaharienne. Pour cela, nous utilisons une large gamme d'indicateurs afin de prendre en compte l'aspect multidimensionnel du concept et nous avons estimé successivement un modèle logistique simple et un modèle logistique ordonné sur un échantillon de plus 50.000 individus provenant des bases d'enquêtes d'Afrobarometer 4, 5 et 6. Nos résultats montrent qu'au plan individuel des variables comme l'âge, le niveau d'éducation, la richesse et la catégorie socioprofessionnelle expliquent le niveau de capital social, tandis qu'au plan communautaire le niveau du capital social est expliqué par des variables comme la diversité ethnique, la diversité religieuse et le milieu de résidence. Ces résultats ont permis de suggérer des recommandations pour les pays d'Afrique Subsaharienne qui désirent améliorer leur niveau de capital social.

Mots clés : Capital social, Afrique Sub-saharienne, Confiance, Engagement civique,

Abstract

In this paper, we seek to study the individual and community factors explaining the level of social capital in the context of sub-Saharan African countries. For this, we use a wide range of indicators in order to take into account the multidimensional aspect of the concept and we successively estimated a simple logistic model and an ordered logistic model on a sample of more than 50,000 individuals from the survey bases of Afrobarometer 4, 5 and 6. Our results show that at the individual level variables such as age, level of education, wealth and socio-professional category explain the level of social capital, while that at the community level the level of social capital is explained by variables such as ethnic diversity, religious diversity and area of residence. These results made it possible to suggest recommendations for Sub-Saharan African countries that wish to improve their level of social capital.

Keywords / Mots-clés : Social capital, Sub-Saharan Africa, Trust, Civic Engagement and participation.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.14676894>

Introduction

Les économistes classiques considéraient la terre, le travail et le capital physique comme les trois seuls actifs générateurs de revenus et favorisant la croissance économique. Au cours des années 1960, la notion de capital humain a également été ajoutée à la liste (Becker, 1962), car il a été constaté que l'éducation, la formation et l'expérience augmentaient la productivité. Durant ces dernières années, il y a eu une montée en popularité du capital social dans la littérature économique tant les économistes sont de plus en plus convaincus qu'il nous permet de mieux comprendre certains phénomènes économiques qui ne sont pas régis par la théorie économique classique. Les économistes s'accordent maintenant sur le fait que les liens sociaux forts ou le respect de certaines normes sociales partagées telles que la confiance et la réciprocité nous permettent d'atteindre des objectifs qui impliquent la coopération. Ce qui conduit à des résultats plus efficaces dans la gestion des biens publics, des institutions et des investissements au niveau communautaire, qui sont tous essentiels au développement économique (Habyarimana, J., 2009 et Manara, M., 2025).

Au cours des dernières décennies, le rôle du capital social a été de plus en plus reconnu dans l'explication d'une part importante du développement économique. Ainsi, le capital social a été intégré dans le courant économique du développement, au moins, de trois manières différentes. Premièrement, le capital social est décrit comme une préférence dans les fonctions d'utilité (Glaeser, Laibson et Sacerdote, 2002). Deuxièmement, il est perçu comme une ressource individuelle, détenue par des individus ou des entreprises (Paldam, M., et Svendsen, G. T.,

2004). Troisièmement, le capital social est considéré comme un instrument permettant de réduire les risques. Une partie de cette littérature s'appuie sur une approche de négociation (Heap, H., 1999) tandis que d'autres ont recours à une approche fondée sur les coûts de transaction (Szreter, 2000 ; Paldam, M., et Svendsen, G. T., 2004). Cette vision du capital social, en tant que ressource indépendante des individus, des entreprises et des organisations, suppose que le capital social peut se substituer aux biens publics et à la réglementation gouvernementale simplement en incitant les individus à s'engager dans des clubs, des associations et d'autres formes d'engagement civique les uns avec les autres. Le capital social est considéré, dans ce sens, comme une norme fondamentale qui facilite l'action collective et donc la performance économique. Putnam (1993), par exemple, en analysant les différences de développement entre le nord et le sud de l'Italie, conclut que les relations de confiance plus fortes au nord sont à l'origine de sa réussite économique. Knack et Keefer (1997) et Bornschiefer (2000) parviennent à des conclusions similaires. Ces travaux ont favorisé l'émergence d'une abondante littérature faisant appel à la confiance pour expliquer le modèle de développement économique (voir par exemple Oliver Huidobro, 2022 ; Ganau, R., & Rodríguez-Pose, A. 2023 ; et Ek, A., 2024).

Ces dynamiques sont particulièrement importantes dans les pays d'Afrique Subsaharienne où les ressources publiques sont limitées, car elles permettent de mobiliser des ressources privées ou communautaires pour pallier les insuffisances de l'État. En favorisant la coopération et l'engagement civique, la décentralisation, couplée à un capital social fort, renforce la capacité des collectivités à gérer de manière autonome leurs propres affaires. Le capital social permet ainsi, aux autorités locales de s'appuyer sur des formes de solidarité et d'entraide au sein des communautés pour résoudre des problèmes collectifs. Dans de nombreux contextes, les citoyens s'organisent spontanément autour de projets communs pour améliorer leurs conditions de vie, que ce soit à travers des initiatives de développement économique local, des projets de construction d'infrastructures ou des actions de préservation de l'environnement.

L'importance du capital social ayant été reconnue, des études récentes sur les déterminants du capital social ont vu le jour, avec malheureusement des résultats contradictoires (Sene, O. 2017 ; Alesina, A., et La Ferrara, E., 2002, Ahn, T. K et. 2003). Cette contradiction est principalement due aux différences de conception et de mesures du capital social. En effet, le capital social est tout sauf un concept simple, tant en termes de définition que de mesure. Il n'existe pas de définition unifiée et largement acceptée du capital social dans les travaux empiriques : des méthodes de mesure variées et parfois contradictoires sont appliquées (Narayan et Pritchett, 1999, Karlan, 2002, Knack et Keefer, 1997, Liotti et al, 2023 , etc...). La

diversité des mesures du capital social utilisées a fait qu'à ce jour, il est difficile de voir clairement dans quelle mesure les résultats obtenus sont pertinents surtout dans le contexte des pays en voie de développement.

Dans ce papier, nous cherchons à contribuer à cette littérature et élucider les déterminants individuels et communautaires du capital social dans le contexte des pays d'Afrique subsaharienne. Nous utilisons une large gamme d'indicateurs afin de prendre en compte l'aspect multidimensionnel du concept. Ainsi, dans cette étude, nous adopterons les approches de Putnam (2000), de Côté (2002) et Knack et Keefer (1997) consistant à construire des indices du capital social. Par exemple, pour mesurer le capital social, Putnam (2000) a construit un indice composite comprenant cinq catégories (ou rubriques) de données : la participation à la vie communautaire, l'engagement dans les affaires publiques, le bénévolat, la sociabilité informelle (rencontre entre amis) et la confiance. En ce qui concerne notre étude, nous avons utilisé comme base un échantillon d'environ 50 000 individus provenant de l'enquête Afrobarometer (rounds 4, 5, et 6), et repartis sur 16 pays d'Afrique Subsaharienne (Bénin, Botswana, Ghana, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Namibie, Nigéria, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie, Ouganda et Zambie). Nous avons ensuite estimé successivement un modèle logistique simple et un autre ordonné.

Les résultats ont montré qu'il existe deux grands ensembles de déterminants de notre premier indicateur de capital social à savoir la confiance. Ce sont les déterminants individuels (l'âge, le milieu de résidence, la pauvreté, l'éducation et le statut de l'emploi) et ceux communautaires (la diversité ethnique, la diversité religieuse, le lieu de résidence). Pour les déterminants communautaires, les résultats ont montré que la diversité religieuse exerce un effet significatif et négatif sur la confiance alors que la diversité ethnique n'est pas significative. Ce résultat est conforme à ceux d'Easterly et Levin (1997) et Putnam (2007), qui ont montré que la diversité ethnique est défavorable à la formation du capital social, même si elle constitue une caractéristique importante de la vie sociale en Afrique. Pour nos deux autres indicateurs de capital social, la participation et l'engagement civique, les résultats montrent qu'au plan individuel des variables comme l'âge, le niveau d'éducation, la richesse, et la catégorie socioprofessionnelle expliquent le niveau de participation et d'engagement civique. Tandis qu'au plan communautaire les variables comme la diversité ethnique, la diversité religieuse et le milieu de résidence agissent sur la participation et l'engagement civique. Ces résultats ont des implications politiques très importantes pour les pays d'Afrique subsaharienne qui désirent améliorer leur niveau de capital social.

La suite de ce papier est organisée en quatre sections. La première section présente la littérature. L'approche méthodologique est présentée dans la deuxième section. La troisième section discute des résultats obtenus. La quatrième section conclut.

1. Revue de la littérature

La notion de capital social apparaît dans la littérature en 1916 avec la publication de Hanifan Lida J. : « *A story of Achievement* » dans les annales de « l'académie américaine des sciences politiques et sociales ». Elle est devenue de plus en plus populaire dans la littérature avec les travaux de Coleman (1980), Fukuyama (1995), Putnam (1993, 2000). Comme concept, le capital social a été souvent utilisé pour élucider plusieurs phénomènes : la participation politique, les performances institutionnelles, l'efficacité dans la gouvernance, la croissance économique, les performances sur le marché du travail et plus récemment le développement territorial.

1.1. Les différentes approches du capital social

Il s'agit ici de citer d'abord quelques approches du capital social et ensuite de préciser l'approche que nous avons adoptée dans le cadre de ce papier ; et qui nous semble plus conforme à notre objectif de recherche et à notre démarche méthodologique.

Il existe dans la littérature portant sur le capital social des distinctions entre différentes approches ou perspectives, même si chacune d'elles prend une direction particulière (Dasgupta, P., 2005 ; Chetty, 2022 ; Oliver Huidobro, 2022). Cependant, toutes ces approches ont en commun des notions, telles que la coopération, la collaboration, la participation, le partenariat et la solidarité. D'autres notions comme la cohésion sociale, l'engagement et la participation civique, la confiance, la réciprocité et l'efficacité institutionnelle sont aussi rattachées de différentes manières au concept de capital social. Trois approches principales peuvent être distinguées. La première met l'accent sur la propension des personnes et des organismes à coopérer pour réaliser certains objectifs, examinant ce qui les motive à se regrouper, la manière dont ils le font et leur perception aux enjeux collectifs, selon les appartenances religieuses, ethniques et les influences culturelles. La seconde approche est surtout orientée vers les conditions, propices ou non, à la coopération. Elle met l'accent sur les structures sociales et politiques d'une collectivité qui véhiculent des valeurs ou des normes favorables à l'engagement social et civique, comme la confiance, la cohésion sociale, et la réciprocité. La troisième approche, soit la « perspective réticulaire », est axée sur les structures qui servent de vecteur à la coopération (c'est-à-dire, les structures de réseaux qui donnent accès à certaines

ressources clés, permettant de satisfaire à moindre coût les besoins de leurs membres). Tout en présentant des points de vue intéressants et variés sur le capital social, l'élaboration et l'utilisation de différentes approches a engendré un certain scepticisme quant à la valeur du concept même du capital social, résultant parfois en sa sous-utilisation comme instrument de recherche et de politique publique. Toutefois, pour que le concept soit utile aux praticiens des politiques publiques nationales et locales, il est indispensable d'avoir une approche claire du capital social.

Bien qu'il y ait dans la littérature une diversité de point de vue quant à une définition plus adaptée à notre travail, nous avons retenu une définition du capital social fondée sur les normes sociales et la participation en tant que sa composante fondamentale. Le capital social désigne les réseaux de relations sociales qui peuvent donner accès à des ressources et au soutien aux individus et aux groupes dans la satisfaction de leurs besoins individuels et/ou collectifs, comme l'accès à des biens publics locaux de qualité. Ainsi, nous adoptons dans le cadre de ce travail l'approche réticulaire. En d'autres termes, notre travail s'inscrit dans une perspective qui définit le capital social comme une ressource qui est le fruit de la participation à certains réseaux sociaux possédant des caractéristiques particulières et donnant ainsi accès à des ressources dont la valeur est variable (Lévesque et White, 1999 ; Lin, 2001)

1.2. Difficultés et diversité dans la mesure du capital social.

Malgré la prolifération de la littérature sur le sujet, le capital reste un concept difficile à cerner et donc à mesurer avec précision. Il existe une multitude de mesures utilisées dans la littérature (voir par exemple Narayan et Pritchett, 1999 ; Gleaser et al., 2000 ; Putnam, 2000 ; André et Moriera, 2002 ; ou Sene, O., 2017). Narayan et Pritchett (1999), par exemple, ont construit une mesure du capital social à partir de données d'enquête sur les comportements et la pauvreté rurale en Tanzanie. L'objectif de cette enquête a été d'interroger les personnes sur l'importance et les caractéristiques de leurs activités associatives, ainsi que sur la confiance qu'elles accordaient à différentes institutions et personnalités. La World Values Survey (WVS) a fourni une mesure directe de la confiance. Plusieurs fois, en 1981, 1991 et 1996, il a été inclus dans l'enquête une question sur la disposition des personnes interrogées à faire confiance à autrui : « *D'une manière générale, diriez-vous qu'on peut faire confiance à la plupart des gens, ou non ?* ». La distribution des réponses (oui) va de 65,3% pour la Norvège à 2,8% pour le Brésil, 22,8% pour la France et 41,8% pour l'Allemagne. Les chiffres montrent ainsi que les niveaux de confiance affirmés varient considérablement en fonction des pays membres de l'OCDE, selon Galland (1999), ni les niveaux de confiance généralisée, ni l'engagement civique ne

permettent d'évaluer de manière fiable la qualité des relations sociales ou de leur interaction au plan macro. Il est donc important de prendre en compte avec prudence les résultats d'une enquête telle que la World Values Survey. Parce que Healy et Côté (2001) soutiennent que les mesures du capital social doivent prendre en compte un maximum d'éléments essentiels (réseaux, valeurs et normes), tout en maintenant un équilibre entre les facteurs subjectifs liés à l'attitude (niveaux de confiance déclarés par exemple) d'une part, et les facteurs comportementaux (comme l'appartenance à des associations et l'étendue des liens sociaux) d'autre part. Ces mesures devraient donc être utilisées en prenant en considération le contexte culturel dans lequel sont évalués les comportements ou les attitudes liés au capital social. En effet, les questionnaires portant sur la confiance peuvent avoir différentes compréhensions selon les pays et les milieux ; mais aussi selon les coutumes, les mœurs, les habitudes et le vécu des personnes interrogées.

De leur côté, Knack et Keefer (1997) ont développé un indice pour mesurer le poids des normes de loyauté et de coopération civique. Cet indice représente la moyenne des réponses à 5 questions concernant l'attitude adoptée face à des comportements tels que la fraude aux prestations ou la fraude dans les transports en commun. En matière de résultats, cet indice présentait peu de variations entre les pays de l'OCDE. Côté (2002) propose dans son étude sur le Québec, le calcul d'un « *indice d'intensité du capital social* ». Il a été créé en utilisant les trois variables suivantes :

- Par 10.000 habitants âgés de 15 ans et plus, le nombre d'associations, de clubs sportifs et de coopératives est un indicateur qui témoigne de l'habitude de s'associer pour atteindre des objectifs variés.
- La confiance mutuelle, la solidarité, les relations égalitaires, l'ouverture aux compromis, la coopération intersectorielle et la prise en compte des intérêts globaux de la région étaient les éléments abordés par le questionnaire sur le capital social aux Conseils Régionaux de Développement (CRD).
- L'entraide mutuelle, la coopération pour relever collectivement des défis, l'individualisme et les relations inégalitaires étaient des éléments mesurés par le questionnaire pour évaluer le capital social régional.

Putnam (2000), André et Moriera (2002) ont adopté une approche consistant à construire un indice du capital social. Pour mesurer le capital social, Putnam (2000) a construit un indice composite comprenant cinq catégories (ou rubriques) de données : la participation à la vie communautaire, l'engagement dans les affaires publiques, le bénévolat, la sociabilité informelle (rencontre entre amis) et la confiance. Chaque catégorie comporte un certain nombre d'items

(voir tableau suivant). Cet indice est un « score » pour répondre à la question comment mesurer le stock de capital social d'une société. Si le capital social renvoie aux réseaux, aux normes et à la confiance, c'est d'un ou de plusieurs de ces caractéristiques qu'il faut prendre en considération pour le mesurer (Ponthieux, 2006). Selon Putnam (2000), il a été démontré qu'aux États-Unis, la confiance est fortement corrélée à d'autres indicateurs du capital social tels que l'engagement civique et les liens sociaux. La confiance peut donc être considérée comme un indicateur fiable du capital social, à défaut d'avoir une batterie d'indicateurs plus pertinente et plus complète.

Les items utilisés par Putnam pour créer son indice du stock de capital social sont décrits par catégories dans le tableau 1.

Tableau 1 : Indice du stock de capital social selon Putman

<p>La participation à la vie communautaire</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La personne a participé l'année passée au comité d'une organisation sociale. 2. La personne a été l'année passée membre du bureau d'un club, association ou organisation. 3. Nombre d'organisations civiques ou sociales pour 1.000 habitants. 4. Nombre moyen de réunions dans un club l'année passée. 5. Nombre moyen d'adhésions à un groupe, club, association.
<p>L'engagement dans les affaires publiques</p> <ol style="list-style-type: none"> 6. Taux de participation aux élections 7. Nombre moyen de réunions publiques locales auxquelles les personnes ont assisté.
<p>Le bénévolat</p> <ol style="list-style-type: none"> 8. Nombre d'organisations sans but lucratif pour 1.000 habitants. 9. Nombre moyen d'heures consacrées à un projet communautaire l'année passée. 10. Nombre moyen d'interventions bénévoles l'année passée.
<p>La sociabilité informelle</p> <ol style="list-style-type: none"> 11. La personne est d'accord pour déclarer « <i>avoir passé beaucoup de temps avec des amis l'année passée</i> ». 12. Nombre moyen de réceptions organisées à la maison l'année passée.

La confiance

13. La personne est d'accord pour déclarer que « *l'on peut faire confiance à la plupart des gens* ».
14. La personne est d'accord avec l'affirmation « *la plupart des gens sont honnêtes* ».

Source : adapté de Putnam, 2000, p. 291

Dans la même logique que Putnam, André et Moriera (2002) ont identifié un certain nombre d'indicateurs de capital social, classé selon six catégories (Tableau 2).

Tableau 2 : Indicateurs de capital social classé par catégorie

Confiance	<ul style="list-style-type: none"> - Confiance envers autrui. - Confiance envers les institutions.
Cohésion sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Respect de la diversité. - Objectifs pour le pays (d'ici 10 ans). - Valeurs et modèle de société.
Soutien social et réseaux de proximité	<ul style="list-style-type: none"> - Fréquence des rapports entre les répondants et leur entourage de proximité. - Qualité des rapports.
Participation civique et engagement social	<ul style="list-style-type: none"> - Sentiment d'appartenance à la collectivité locale. - Appartenance à des groupes communautaires ou participation à leurs activités. - Travail bénévole. - Participation civique (y compris la participation politique).

Source: André et Moriera F. J. (2002): Searching new operative concepts to evaluate spatial and social cohesion. Fifth EES Biennel Conference Seville.

La confiance, la participation à des réseaux, l'engagement civique et associatif sont des indicateurs très utilisés pour mesurer le stock de capital social (Sene, O., 2017 ; Coté, 2002 ; André et Moriera, 2002 ; Putnam, 2000 ; Gleaser et al., 2000 ; Knack et Keefer, 1997 ; Narayan et Pritchett, 1998 ; Fukuyama, 1995). En ce qui concerne notre étude, nous nous

inspirons principalement de Putnam (2000) pour construire notre indice à partir de la catégorie confiance. La confiance généralisée (GVS), la confiance aux voisins, la confiance aux proches et la confiance aux autres sont nos indicateurs de mesure de capital social, pour les 16 pays africains considérés.

2. Données et méthodologie.

2.1. Sources de données.

Nous avons utilisé les données d'Afrobarometer Round 4, 5 et 6 qui proviennent d'échantillons représentatifs au plan national d'unités primaires d'échantillonnage (UPE) sélectionnées avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (avec une taille minimale de 1200 enquêtés). Les données sont issues de 16 pays d'Afrique Subsaharienne : Bénin, Botswana, Ghana, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Namibie, Nigéria, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie, Ouganda et Zambie. Nous avons recueilli dans le quatrième Round des informations sur certains indicateurs au plan individuel, notamment des indicateurs de décentralisation, à savoir : le niveau de capital social, l'ethnicité et le niveau d'accès et la qualité de certains biens & services publics locaux. Les sondages ont été menés dans la langue de choix du répondant. Nous avons utilisé les données au niveau individuel et nous avons agrégé également les données au niveau du district, qui est le plus petit niveau administratif dans un pays. Les statistiques descriptives des variables socio-économiques de l'échantillon figurent dans le Tableau 3.

2.2. Mesures et construction des indicateurs de capital social.

Nous nous référons à la définition de Putnam qui considère le capital social comme "*les caractéristiques de l'organisation sociale telles que les réseaux, les normes et la confiance qui facilitent la coordination et la coopération pour un bénéfice mutuel*" (Putnam, 1995). De ce fait, le capital social, notre variable de résultats, est composé de trois indicateurs : (i) la confiance (ii) l'engagement civique et (iii) la participation à des associations.

- *La confiance comme indicateur de capital social.*

Le premier type de variable utilisé pour mesurer le niveau de capital social est la confiance généralisée mesurée à l'aide de la question Q87 de l'Afrobarometer. Il s'agit de la question dite de « *General Value Survey (GVS)* » qui consiste à demander « *D'une manière générale, diriez-vous qu'on peut faire confiance à la plupart des gens ou qu'il faut être très prudent dans ses*

relations avec les gens ? ». Deux réponses sont possibles : soit, le répondant peut affirmer que « *la plupart des gens sont dignes de confiance* » ou « *vous devez être très prudent* ».

Cependant, la confiance généralisée a fait l'objet d'un long débat dans la littérature. Un certain nombre de chercheurs ont utilisé cette question pour mesurer le capital social alors que d'autres ont fait valoir que ces questions de confiance sont trop abstraites (Gleaser et al., 2000) et ne sont pas de bonnes mesures de capital social. Cependant, malgré ces réticences, Tabellini (2008) a soutenu que la question GVS est un indicateur des valeurs morales transmises d'une génération à l'autre. En tant que tel, c'est un indicateur d'une culture de moralité générale à travers laquelle l'histoire lointaine influence les résultats institutionnels actuels. Actuellement, il s'agit de loin, la mesure de confiance la plus courante dans les travaux empiriques et elle est souvent présentée comme un proxy du capital social.

Le deuxième type de variable mesure respectivement la confiance dans les proches, les personnes que nous connaissons et dans les voisins. Les questions correspondantes sont Q88A, Q88B et Q88C de l'Afrobarometer. La formulation exacte de la question est : « *Dans quelle mesure faites-vous confiance à chacun des types de personnes suivants : vos voisins ? Vos proches ? Aux autres ?* » Les répondants choisissent entre quatre réponses possibles : « *(i) pas du tout (ii) juste un peu (iii) je leur fais confiance, ou (iv) je leur fais beaucoup confiance* ».

- **Engagement civique**

Pour mesurer le capital social en tant qu'engagement civique, nous allons considérer deux variables : l'adhésion ou l'appartenance à une association religieuse, une association de bénévoles (organisations communautaires de base, syndicat, etc.). Elles correspondent aux questions Q25A et Q25B de l'Afrobarometer qui demandent respectivement aux répondants « *Maintenant, je vais vous lire une liste de groupes auxquels les gens se joignent ou auxquels ils participent. Pour chacun, pourriez-vous me dire si vous êtes un dirigeant officiel, un membre actif, un membre inactif ou non membre ?* ». Les organisations civiques sont les suivantes : groupes religieux, syndicats ou associations d'agriculteurs, associations professionnelles ou commerciales et associations de développement communautaire. Les individus interviewés ont le choix entre les quatre différentes réponses qui suivent : « *Pas membre* », « *Membre inactif* », « *Membre actif* », ou « *Responsable officiel* ». Nous créons à partir des réponses des variables binaires « *Act_rel_mem* » et « *Act_vol_mem* » qui sont égales à 1 si l'individu répond « *Membre actif* », ou bien « *Responsable officiel* » et 0 sinon.

- *Participation à des activités civiques*

La dernière mesure de capital social est l'engagement civique qui se compose de trois items : participation à une réunion communautaire (*Att_com_meet*), une réunion avec d'autres pour soulever un problème (*Join_rising_issue*) et assister à une manifestation ou à une marche de protestation (*Att_dem_prot*). Il a été demandé aux répondants s'ils avaient déjà participé à l'une des réunions ci-dessus ou s'ils le feraient s'ils en avaient l'occasion. L'intitulé exact de la question est : « Voici une liste d'actions que les gens posent parfois en tant que citoyens. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous avez, personnellement, fait l'une de ces choses au cours de l'année écoulée. Sinon, feriez-vous ceci si vous en aviez l'occasion : participer à une réunion communautaire; vous réunir avec d'autres pour soulever un problème; participer à une manifestation ou une marche de protestation ». Chaque item était présenté sur une échelle de quatre points avec des options de réponse allant de (0) *Jamais* à (3) *Souvent*.

Tableau 3 : Description et statistiques descriptives des indicateurs de capital social

Variable	Description	Moyenne	Std.Dev.	N
Mesures de capital social				
Confiance				
Trust_relatives	Confiance dans les proches			
0	- Pas du tout	0,05	0,219	50 696
-1	- Juste un peu	0,135	0,342	50 696
-2	- Un peu confiance	0,209	0,406	50 696
-3	- Beaucoup confiance	0,606	0,489	50 696
Trust_neighbors	Confiance dans les voisins			
0	- Pas du tout	0,14	0,347	50 676
-1	- Juste un peu	0,244	0,429	50 676
-2	- Un peu confiance	0,335	0,472	50 676
-3	- Beaucoup confiance	0,282	0,45	50 676
Trust_otherknow	Confiance dans les autres connaissances			
0	- Pas du tout	0,248	0,432	50 529
-1	- Juste un peu	0,321	0,467	50 529
-2	- Un peu confiance	0,281	0,45	50 529
-3	- Beaucoup confiance	0,15	0,358	50 529
GVS	La plupart des gens sont digne de confiance	0,185	0,388	49 934
Engagement civique				
Act_vol_mem	Membre actif organisation civique	0,778	0,416	50 526

Act_rel_mem	Membre actif organisation religieuse	0,778	0,416	50 349
Participation à des activités civiques				
Join rising issue				
0	Jamais	0,18	0,384	50 534
1	Si j'ai une chance	0,285	0,451	50 534
2	Une ou deux fois	0,156	0,363	50 534
3	Quelque fois	0,215	0,411	50 534
4	Souvent	0,164	0,371	50 534
Attend com. meeting				
0	Jamais	0,147	0,354	50 608
1	Si j'ai une chance	0,274	0,446	50 608
2	Une ou deux fois	0,15	0,357	50 608
3	Quelque fois	0,236	0,424	50 608
4	Souvent	0,193	0,395	50 608
Attend demons protest				
0	Jamais	0,704	0,457	49 905
1	Si j'ai une chance	0,209	0,407	49 905
2	Une ou deux fois	0,044	0,206	49 905
3	Quelque fois	0,028	0,165	49 905
4	Souvent	0,015	0,12	49 905

Source : auteurs

2.3. Les variables explicatives.

Un ensemble de caractéristiques sociodémographiques importantes ont été incluses dans l'analyse. L'âge est une variable continue, allant de 18 à 91 ans. Le sexe qui est une variable binaire avec homme = 1 et femme = 0. L'éducation est composée de quatre catégories allant de « pas de scolarité formelle » à « études supérieures ». Le statut d'emploi des répondants et le milieu de résidence (c'est-à-dire s'ils vivent dans des zones urbaines ou rurales) sont également ajoutés.

La plupart des études empiriques ont utilisé diverses mesures de la diversité ethnique, comme indice de fractionnement ethnique (EFI) ou de polarisation ethnique. Cependant, avant de décider quelle mesure utiliser, nous devons clarifier ce que nous entendons par appartenance ethnique. L'appartenance à un groupe ethnique peut provenir de diverses considérations. Certains groupes ethniques fondent leur origine sur un mythe ou un ancêtre commun, d'autres se basent sur le fait de partager une culture ou une langue, dans d'autres cas, des groupes se sont vus imposer leur identité ethnique par des tierces personnes, par d'autres groupes, à

l'occasion d'une migration ou d'une invasion, et même à travers un exercice de classification totalement exogène entrepris par des colonisateurs (De Vreyer et Roubaud, 2013). La mesure de diversité la plus largement utilisée dans la littérature empirique est l'indice de fractionnement ethnique (EFI). Cette mesure est, par exemple, employée par Easterly (1997) dans les analyses économétriques de la croissance économique et des conflits politiques. ¹

Tableau 4 : Statistiques descriptives des variables explicatives

Variables	Description	Mean	Std0, Dev	N
Âge	Age de l'individu	370,112	140,468	50 481
Urbain	Milieu Urbain	0,395	0,489	50 208
Education	Niveau moyen d'éducation			
Educ=0	Pas d'éducation	0,205	0,404	50 864
Educ=1	Niveau primaire	0,311	0,463	50 864
Educ=2	Niveau secondaire	0,349	0,477	50 864
Educ=3	Etudes supérieures	0,133	0,339	50 864
Educ=9	Autre	0,002	0,043	50 864
LivedPoverty	Indice de pauvreté	10,235	0,954	50 221
Political participation	Indice de participation politique	1,04E-08	0,774	49 505
Contact officials	Fréquence de contact avec les officiels	7,01E-08	0,849	45 729
Employment status	Employment status	10,1802	10,161	50 694
EFI	Indice de fractionnalisation ethnique	0,342	0,305	50 890
RFI	Indice de fractionnalisation religieuse	0,511	0,285	50 890

Source : auteurs

2.4. Identification et stratégie empirique.

Le modèle que nous voulons estimer met en relation le niveau de capital social à différentes caractéristiques des individus et des communautés. Pour mieux spécifier ce modèle, nous nous basons sur les nombreuses études réalisées en Afrique subsaharienne notamment celles de

¹ Il représente la probabilité que deux individus choisis au hasard dans la population appartiennent à un groupe différent. Lorsque chaque groupe constitue la proportion de la population totale, la mesure est donnée par

$$EFI = 1 - \sum_{e=1}^N s^2$$

Où s est la part du district du groupe ethnique. L'EFI est nul dans une population parfaitement homogène et atteint sa valeur maximale théorique de 1 lorsqu'une population infinie est divisée en groupes infinis d'un membre. Le niveau de fractionnement ethnolinguistique dans chaque district est calculé sur la base de la quatrième série de données Afrobarometer.

Alesina, A., et La Ferrara, E. (2002), Nunn, N., et Wantchekon, L., (2011), Hollard et Sene. (2020), Hodler, R., (2020) et plus récemment celles de Gebrihet et al., (2023) et Bertocchi et al., (2024). Ainsi, en se basant sur cette littérature, notre modèle peut être formalisé selon l'approche générale suivante :

$$CS_i = \beta_0 + \beta_1 EFI_d + \beta_2 RFI_d + \sum_{k=3}^K \beta_k X_{id} + \text{Ctr_fe.} + \varepsilon_i$$

Où CS_i est l'indicateur de capital social : les cinq mesures de la confiance (la confiance généralisée, la confiance dans les proches, la confiance dans les voisins, la confiance aux autres ou inconnue) et la participation et l'engagement civiques (joindre les autres dans les résolutions, participations aux rencontres communautaires et aux marches de protestation, la participation active aux associations religieuses et aux activités de volontariat). Les différentes mesures de capital social seront examinées séparément. X_{id} , représente les caractéristiques individuelles telles que l'âge, le genre, le niveau d'éducation, le niveau de pauvreté (ou richesse), le statut de l'emploi, l'engagement politique, le contact avec les officiels, etc. La variable EFI_d et RFI_d sont respectivement l'indice de fractionnement ethnique et l'indice de fractionnement religieuse. Enfin, ε_i est le terme d'erreur, et les β_i sont les coefficients. Nous effectuons toutes les régressions avec des effets fixes pays pour contrôler les hétérogénéités inobservables au niveau des pays tout en contrôlant les différents Rounds de l'Afrobarometer. Nous faisons aussi des clusters au niveau des localités (UPE) pour gérer les problèmes d'hétéroscédasticités.

L'estimation linéaire n'est pas appropriée aux modèles dont la variable expliquée est binaire ou ordinaire. Cette inadéquation des modèles linéaires conduit à modéliser, non pas la variable dépendante elle-même, mais la probabilité en supposant l'existence d'une variable latente Y^* tel que $Y = 1$ si $Y^* \geq 0$ et $Y = 0$ si $Y^* < 0$ dans le cas binaire par exemple.

La méthode d'estimation de ce modèle dépend de l'hypothèse faite sur la distribution de ce terme d'erreur ε . En effet, si, par exemple, le terme stochastique suit une loi logistique, on parlera d'une régression logistique ou de modèle logit. Mais si ce terme suit une loi de Gauss-Laplace, le modèle approprié est le probit. Dans le cas de variables binaires, les modèles sont dits de logit ou probit simple alors que dans le cas des variables ordinales, les modèles sont en logit ou probit ordinaire.

3. Résultats des estimations

Les résultats des estimations sont affichés dans le Tableau 5 pour les modèles de capital social mesuré par la confiance. Le Tableau 6 affiche les résultats pour les estimations des modèles de capital social mesuré par la participation civique et l'engagement civique. Nous allons d'abord analyser les déterminants de la confiance avant d'étudier ceux de la participation et de l'engagement civique.

3.1. Les déterminants de la confiance comme indicateur de capital social

Nous commençons dans le Tableau 5 à estimer l'équation 1, en prenant comme variable endogène la confiance, notre indicateur de capital social. Nous avons régressé cette variable sur un ensemble de caractéristiques individuelles du répondant, en clustérisant les erreurs au niveau des localités. Les effets marginaux de chaque niveau de confiance sont reportés dans chaque colonne du Tableau 5 pour respectivement la confiance dans la famille, la confiance dans les voisins, la confiance dans les proches et la confiance généralisée. Les trois premières estimations ont été faites avec des modèles logistiques ordonnés et la dernière estimation, avec un modèle logistique simple (la confiance généralisée est une variable binaire)

Curieusement, tous les types de confiance présentent des déterminants similaires, ce qui veut dire que l'acceptation est presque la même entre ces différents types de confiance. Même si la confiance généralisée (GVS) est plus rapide à établir que les autres, mais en ce qui concerne la compréhension, la confiance n'a pas plusieurs explications c'est « *une croyance . . . en les habiletés ou en la sécurité d'une personne, d'un organisme ou d'une chose* »². Deux grands ensembles de déterminants sont identifiés : les déterminants individuels et communautaires. En ce qui concerne les déterminants individuels, nous pouvons citer l'âge, le milieu de résidence, la pauvreté, l'éducation et le statut de l'emploi. Ainsi, le niveau de confiance augmente significativement avec l'âge. Plus l'âge de la personne augmente, plus son niveau de confiance générale et son niveau de confiance envers ses proches, ses voisins et les autres augmentent. Curieusement, ceux qui ont un niveau d'éducation universitaire ont un niveau de confiance qui n'est pas significativement différent de ceux qui n'ont pas de niveau d'éducation. Ce résultat est surprenant et contraire à ce que nous avons trouvé dans la littérature. Alésina et Ferrara (2000), par exemple, ont trouvé que l'éducation et le revenu sont positivement corrélés au niveau de confiance généralisée. Helliwell et Putnam (1999) ont, quant à eux, constaté que lorsque le niveau moyen d'éducation augmente, le niveau de confiance évolue positivement.

² cf. bulletin de recherche sur les politiques de santé, numéro 12, septembre 2006, p. 33, Santé Canada).

Par ailleurs, lorsque nous comparons ceux qui ont un niveau d'éducation formelle pré-universitaire à ceux qui n'ont pas de niveau d'éducation formel, nous trouvons une différence négative et significative pour tous les niveaux de confiance. Autrement dit, ceux qui ont reçu une éducation primaire et secondaire accordent moins de confiance aux autres, comparativement à ceux n'ayant aucun un niveau d'éducation.

En ce qui concerne la richesse, nous avons trouvé qu'elle est positivement et significativement corrélée avec le niveau de confiance. En effet, autant pour la confiance dans la famille, les voisins ou proches que la confiance généralisée, la pauvreté agit négativement, c'est-à-dire plus les individus sont pauvres moins ils font confiance. De même, le fait d'occuper un emploi augmente significativement le niveau de confiance.

Étant donné que la confiance implique une interaction entre deux ou plusieurs personnes ou entités, le contexte sociétal dans lequel ces interactions se produisent influence la volonté d'une personne à faire confiance. Ce contexte sociétal englobe les aspects de la communauté, les liens avec les autres membres de la société, la diversité de la communauté. Par exemple, nous avons trouvé que le milieu de résidence (urbain/rural) de l'individu affecte significativement le niveau de confiance. Ainsi, le fait de vivre en milieu rural affecte positivement le niveau de confiance, autrement dit en zone rurale les individus font confiance aux membres de la famille, aux voisins ou proches, mais aussi accordent la confiance de façon générale. Ce résultat est semblable à ceux de Easterly et Levine (1997) et Narayan et Pritchett (1999) portant sur la société africaine. Nous avons estimé à la fois le rôle de la diversité ethnique et de la diversité religieuse sur la confiance. Les résultats montrent que la diversité ethnique n'est pas significative alors que la diversité religieuse exerce un effet significatif et négatif sur la confiance. Ce résultat confirme ceux de Easterly et Levin (1997) et Putnam (2007), qui ont montré que la diversité ethnique est une des caractéristiques importantes de la vie sociale en Afrique. Par exemple, Easterly et Levine (1997), dans leur étude sur les facteurs explicatifs du capital social en Ouganda et au Mozambique, soutiennent qu'une plus grande diversité ou hétérogénéité linguistique est défavorable à la formation du capital social, dans la mesure où la barrière linguistique rend difficile les échanges entre les individus, mais aussi ne facilite pas les apprentissages collectifs et peut susciter des comportements communautaristes pas propices au développement (exclusion sociale, instrumentalisation politique, discrimination, etc.). Fafchamps (2003) en étudiant le cas des commerçants béninois, malgaches et malawites et en prenant la confiance comme indicateur du capital social, il confirme que l'homogénéité ethnique et l'homogénéité religieuse sont des facteurs déterminants et favorables dans le développement de la confiance entre individus au sein d'un territoire donné. Ils augmentent le niveau de confiance locale et

généralisée et donc le niveau de capital social. Quant à Putnam (2007), il a montré que la diversité ethnique, du moins à court terme, est négative sur le capital social. Cependant, nos résultats montrent que l'effet de la diversité ethnique est moindre pour le niveau de confiance dans les familles et le niveau de confiance généralisée. Ceci peut être expliqué par le fait que l'aspect ethnique n'apparaît que dans les questions spécifiques liées au voisinage. Les questions de la confiance généralisée et de la confiance dans la famille ne sont pas liées à l'ethnicité. Ceci nous montre que la diversité ethnique peut détruire la confiance.

Tableau 5 : estimations des modèles de capital social mesuré par la confiance

	TRUST_RELATIVE	TRUST_NEIGHBORS	TRUST_OTHER	GVS
<i>Variable</i>				
<i>Âge</i>	.002** (.001)	.009*** (.001)	.008*** (.001)	.002** (.001)
<i>EDUCATION</i>	.000 (.)	.000 (.)	.000 (.)	.000 (.)
<i>EDUC=1</i>	-.196** (.068)	-.377*** (.084)	-.316** (.109)	-.068* (.040)
<i>EDUC=2</i>	-.306*** (.077)	-.591*** (.091)	-.458*** (.117)	-.123** (.043)
<i>EDUC=3</i>	-.325** (.102)	-.570*** (.115)	-.398** (.131)	-.091 (.079)
<i>EDUC=9</i>	-.038 (.360)	-.248 (.341)	-.201 (.317)	.094 (.182)
<i>LivedPoverty</i>	-.123*** (.031)	-.119*** (.034)	-.095** (.040)	-.043** (.016)
<i>Political_part~n</i>	-.040 (.045)	.028 (.023)	.034 (.036)	-.026 (.018)
<i>Contact_offici~s</i>	-.032 (.024)	.019 (.018)	.059** (.020)	.060*** (.012)
<i>Employment sta~s</i>	-.052** (.024)	-.010 (.023)	-.023 (.023)	-.045*** (.012)
<i>EFI</i>	-.057 (.097)	-.058 (.102)	-.013 (.096)	-.058 (.066)
<i>RFI</i>	-.318* (.172)	-.706*** (.173)	-.543** (.206)	-.146* (.077)
<i>Membre active ~</i>	-.102** (.050)	-.140** (.051)	-.121** (.060)	-.019 (.026)
	.056	.155***	.115**	.010

<i>Membre volontaire</i>	(.048)	(.044)	(.044)	(.027)
<i>Urbain</i>	-.207***	-.410***	-.280***	-.150***
	(.051)	(.052)	(.048)	(.030)
<i>_cons</i>				-.216**
				(.105)
<i>cut1</i>				
<i>_cons</i>	-4.189***	-2.023***	-1.192***	
	(.177)	(.185)	(.240)	
<i>cut2</i>				
<i>_cons</i>	-2.627***	-.540**	.323	
	(.173)	(.181)	(.242)	
<i>cut3</i>				
<i>_cons</i>	-1.459***	1.083***	1.916***	
	(.169)	(.182)	(.259)	
<i>Adj. R²</i>				
<i>No. of cases</i>	43386	43386	43294	42780

Notes : * signifie que le coefficient associé est significativement différent de zéro à un niveau de 90 %, ** de 95 % et *** de 99 %. Les écarts-types entre parenthèses. Les estimations sont effectuées avec des effets fixes pays et des clusters au niveau de CPU

3.2. Les facteurs explicatifs de la participation et de l'engagement civique.

Le tableau 6 reporte les résultats de l'estimation des déterminants de la participation et de l'engagement civique en Afrique subsaharienne. Nous avons estimé l'équation 1, en prenant comme variables endogènes la participation aux activités de lobbying, la participation aux réunions communautaires, la participation aux marches de protestation, le fait d'être membre actif d'une association religieuse et le fait de mener des activités de volontariat, qui sont nos indicateurs de participation et d'engagement civique. Nous avons aussi fait une régression de ces variables sur un ensemble de caractéristiques individuelles et communautaires du répondant, en clustérisant les erreurs au niveau des localités. Les trois premières estimations ont été faites avec des modèles logistiques ordonnés et les deux dernières, avec un modèle logistique simple. Les effets marginaux sont reportés dans le Tableau 6.

Les résultats montrent qu'au niveau individuel des variables comme l'âge, le niveau d'éducation, la richesse, et la catégorie socioprofessionnelle expliquent le niveau de participation et d'engagement civique. Sur le plan communautaire, les variables comme la diversité ethnique, la diversité religieuse et le milieu de résidence déterminent la participation et l'engagement civique. Ainsi, au niveau individuel, les résultats montrent que l'âge a un effet positif et significatif (avec une P-value de 99%) sur toutes les variables de participation et

d'engagement civique, sauf la participation à des activités de protestation. Plus l'individu prend de l'âge, plus son degré de participation et d'engagement civique augmente, sauf s'il s'agit d'activités de protestation. De même, les niveaux d'éducation formelle préuniversitaire et non formelle ont des effets positifs et significatifs sur le niveau de participation et d'engagement civique. Cependant, le niveau d'éducation préuniversitaire n'est pas significatif pour la participation aux activités de protestation. Cela veut dire que ceux qui ont le niveau préuniversitaire ne sont pas plus engagés que les non éduqués sur les activités de protestation. Seuls les individus ayant un niveau universitaire participent plus à des activités de protestation. En ce qui concerne la richesse, nous avons trouvé qu'elle est positivement et significativement corrélée au niveau de participation et d'engagement civique. C'est-à-dire plus l'individu est riche plus son niveau de participation et d'engagement civique augmente. Le statut de l'emploi agit, de façon globale et positive sur la participation et l'engagement civique. Par ailleurs, il n'explique pas la participation à des marches de protestation et à des activités religieuses, par contre il a un effet significatif sur la participation à des activités de volontariat. Cela veut dire que ceux qui ont un emploi plus aisé sont plus engagés dans les organisations communautaires dédiées au volontariat que dans les associations religieuses.

Au plan communautaire, la diversité ethnique a un effet négatif et significatif sur l'engagement civique. La diversité ethnique réduit ainsi le niveau de participation et d'engagement civique. Ce résultat confirme ceux de Alesina et al. (1997, 2003), qui ont montré que le fait d'avoir plusieurs ethnies qui cohabitent dans une communauté réduit le niveau de participation civique. Le milieu de résidence joue un rôle important dans la participation et l'engagement civique. Contrairement au milieu urbain, les individus participent et s'engagent davantage en milieu rural aux activités de lobbying et aux réunions communautaires. Par ailleurs, en milieu urbain la participation des individus aux protestations et aux activités de volontariat est plus importante.

Tableau 6 : estimations des modèles de capital social mesuré par la participation civique et l'engagement civique.

	Join_rising issue	Att_com_mee t	Att_dem_prot	Act_rel_mem	Act_vol_mem
<i>Age</i>	.011***	.017***	-.019***	.007***	.009***
	(.001)	(.001)	(.001)	(.001)	(.001)
<i>EDUCATIO</i>	.000	.000	.000	.000	.000
<i>N</i>					

	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)
<i>EDUC=1</i>	.212***	.219**	.019	.139**	.169***
	(.062)	(.070)	(.131)	(.061)	(.034)
<i>EDUC=2</i>	.369***	.244**	.186	.232***	.317***
	(.071)	(.075)	(.139)	(.064)	(.038)
<i>EDUC=3</i>	.273**	.258**	.562***	.163**	.408***
	(.096)	(.079)	(.136)	(.065)	(.044)
<i>EDUC=9</i>	.010	-.130	-.218	.214	.119
	(.371)	(.243)	(.360)	(.184)	(.209)
<i>LivedPoverty</i>	.150***	.149***	.059	.049**	.070***
	(.025)	(.026)	(.040)	(.023)	(.015)
<i>Political_part~n</i>	.436***	.522***	.368***	.063***	.247***
	(.037)	(.028)	(.025)	(.015)	(.013)
<i>Contact_of_fici~s</i>	.415***	.316***	.300***	.131***	.233***
	(.021)	(.017)	(.018)	(.012)	(.012)
<i>Employment sta~s</i>	.067***	.090***	.009	.015	.044***
	(.017)	(.015)	(.021)	(.014)	(.011)
<i>EFI</i>	-.297***	-.324***	-.100	-.276***	-.185***
	(.064)	(.061)	(.089)	(.054)	(.044)
<i>RFI</i>	.265**	.339**	.013	.183	.141*
	(.116)	(.145)	(.214)	(.113)	(.083)
<i>Urbain</i>	-.267***	-.545***	.090**	-.063*	-.228***
	(.034)	(.035)	(.044)	(.033)	(.029)
<i>_cons</i>				-1.456***	-1.485***
				(.138)	(.087)
<i>cut1</i>					
<i>_cons</i>	-1.193***	-1.316***	.160		
	(.115)	(.136)	(.278)		
<i>cut2</i>					
<i>_cons</i>	.501***	.532***	1.791***		
	(.134)	(.154)	(.256)		
<i>cut3</i>					
<i>_cons</i>	1.312***	1.310***	2.590***		
	(.133)	(.152)	(.262)		
<i>cut4</i>					
<i>_cons</i>	2.747***	2.744***	3.738***		
	(.130)	(.154)	(.285)		
<i>Adj. \$R^2\$</i>					

No. of cases	43718	43775	43257	43719	43618
--------------	-------	-------	-------	-------	-------

Notes : * signifie que le coefficient associé est significativement différent de zéro à un niveau de 90 %, ** de 95 % et *** de 99 %. Les écarts-types sont entre parenthèses. Les estimations sont effectuées avec des effets fixes pays et des clusters au niveau de CPU

Conclusion et discussions

Dans cet article nous avons cherché à élucider les déterminants du capital social en Afrique subsaharienne, en utilisant comme proxy du capital social la confiance, la participation et l'engagement civique. Pour cela nous avons utilisé des données récentes issues de l'enquête d'Afrobarometer, round 4, 5 et 6. Nous avons estimé successivement un modèle logistique simple et un autre ordonné. Les résultats ont montré qu'il existe deux grands ensembles de déterminants de notre premier indicateur de capital social, la confiance : les déterminants individuels (l'âge, le milieu de résidence, la pauvreté, l'éducation et le statut de l'emploi) et ceux communautaires (diversité ethnique, diversité religieuse et milieu de résidence). Pour les déterminants communautaires, les résultats nous ont permis de constater que la diversité ethnique n'influence pas significativement la confiance contrairement à la diversité religieuse, qui, en plus, exerce un effet négatif sur la confiance autrement dit diminue la confiance et donc le niveau de capital social. En effet, comme l'ont déjà confirmé Easterly et Levin (1997) et Putnam (2007), la diversité ethnique est une des caractéristiques importantes de la vie sociale en Afrique, mais n'est pas favorable à la formation du capital social. Pour nos deux autres indicateurs de capital social à savoir la participation et l'engagement civique, les résultats montrent qu'au plan individuel des variables comme l'âge, le niveau d'éducation, la richesse, et la catégorie socioprofessionnelle expliquent le niveau de participation et d'engagement civique. Tandis qu'au plan communautaire les variables comme la diversité ethnique, la diversité religieuse et le milieu de résidence agissent sur la participation et l'engagement civique. Ces résultats ont des implications politiques très importantes pour les pays d'Afrique subsaharienne qui désire améliorer leur niveau de capital social, car des recherches antérieures ont montré que le capital social peut exercer un effet positif sur un ensemble de variables économiques. Ainsi, l'impact du capital social au développement socio-économique semble être sans équivoque, tant des études ont déjà démontré son impact potentiel sur le

développement économique local, la fourniture de biens publics locaux, et sur la performance des projets de développement économique (Putnam, 1993 ou Line, 1995; Fine, 2001). Donc toute politique visant à améliorer le capital social serait bénéfique pour l'économie de ces pays. Cet article, en élucidant les déterminants du capital social en Afrique subsaharienne, peut constituer un guide permettant aux décideurs de mieux considérer les aspects liés au capital social dans leurs décisions. Cependant, il faut souligner qu'une des limites de ce travail est que la liste des variables prise en compte peut être élargie en prenant en compte le genre, la qualité des institutions et certaines variables contextuelles et relationnelles.

Références bibliographiques

Ahn, T. K., and E. Ostrom, eds. 2003. *Foundations of Social Capital*. Cheltenham: Edward Elgar

Alesina, A., & La Ferrara, E. (2002). Who trusts others ?. *Journal of public economics*, 85(2), 207-234.

André, I., & Moreira, F. J. (2002). Searching new operative concepts to evaluate spatial and social Cohesion. In *for the Fifth EES Biennial Conference, Sevilla*.

Becker, G. S. (1962). Investment in human capital: A theoretical analysis. *Journal of Political Economy*, 70 (5), 9-49.

Bertocchi, G., Dimico, A., & Tedeschi, G. L. (2024). Strangers and Foreigners: Trust and Attitudes toward Citizenship in Sub-Saharan Africa. *The World Bank Economic Review*, lhae014.

Chetty, R., Jackson, M. O., Kuchler, T., Stroebel, J., Hendren, N., Fluegge, R. B., ... & Wernerfelt, N. (2022). Social capital I: measurement and associations with economic mobility. *Nature*, 608(7921), 108-121.

Coleman, James S. 1988. "Social Capital in the Creation of Human Capital." *The American Journal of Sociology* 94 Supplement: S95–S120

- Côté, S., & Helliwell, J. (2002). Le Capital social: un concept utile?. In *Presentation to the 2002 conference of l'Association des économistes québécois, La croissance économique: à quel prix et pour qui*.
- Dasgupta, P. (2005). Economics of social capital. *Economic Record*, 81, S2-S21.
- De Vreyer, P., & Roubaud, F. (Eds.). (2013). *Les marchés urbains du travail en Afrique subsaharienne*. IRD Éditions, Institut de recherche pour le développement.
- Easterly, W., & Levine, R. (1997). Africa's growth tragedy: policies and ethnic divisions. *The quarterly journal of economics*, 1203-1250.
- Ek, A. (2024). Cultural values and productivity. *Journal of Political Economy*, 132(1), 295-335.
- Fafchamps, M. (2003). *Market institutions in sub-Saharan Africa: Theory and evidence*. MIT press.
- Flap, H., & Völker, B. (Eds.). (2003). *Creation and Returns of Social Capital* (1st ed.). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203643648>
- Fukuyama, F. (1995). Social capital and the global economy. *Foreign Aff.*, 74, 89.
- Galland, O. (1999). Les relations de confiance. *The Tocqueville Review*, 20(1), 45-57.
- Ganau, R., & Rodríguez-Pose, A. (2023). Firm-level productivity growth returns of social capital: Evidence from Western Europe. *Journal of Regional Science*, 63(3), 529-551.
- Gebrihet, H. G., Gebresilassie, Y. H., & Woldu, G. T. (2023). Trust, Corruption, and Tax Compliance in Fragile States: On a Quest for Transforming Africa into Future Global Powerhouse. *Social Sciences*, 13(1), 3.
- Glaeser, E. L., Laibson, D. I., Scheinkman, J. A., & Soutter, C. L. (2000). Measuring trust. *The quarterly journal of economics*, 115(3), 811-846
- Glaeser, E. L., Laibson, D., & Sacerdote, B. (2002). An economic approach to social capital. *The economic journal*, 112(483), F437-F458.

- Habyarimana, J., Humphreys, M., Posner, D. N., & Weinstein, J. M. (2009). *Coethnicity: diversity and the dilemmas of collective action*. Russell Sage Foundation.
- Hanifan, Lyda J. 1916. "The Rural School Community Center." *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 67: 130–138.
- Heap, S. H. (1999). Social capital and the economy. In *Growth, Employment and Inflation: Essays in Honour of John Cornwall* (pp. 180-192). London: Palgrave Macmillan UK
- Hodler, R., Srisuma, S., Vesperoni, A., & Zurlinden, N. (2020). Measuring ethnic stratification and its effect on trust in Africa. *Journal of Development Economics*, 146, 102475
- Hollard, G., et Sene, O. (2020). What drives the quality of schools in Africa? Disentangling social capital and ethnic divisions. *Economics of Education Review*, 74, 101929.
- Hollard, G., et Sene, O. (2016). Social capital and access to primary health care in developing countries: Evidence from Sub-Saharan Africa. *Journal of health economics*, 45, 1-11.
- Karlan, D. S. (2002). *Social capital and microfinance* (Doctoral dissertation, Massachusetts Institute of Technology).
- Knack, S., & Keefer, P. (1997). Does social capital have an economic payoff? A cross-country investigation. *The Quarterly journal of economics*, 112(4), 1251-1288.
- Lévesque, M., & White, D. (1999). Le concept de capital social et ses usages. *Lien social et politiques*, (41), 23-33.
- Lin, N., Cook, K. S., & Burt, R. S. (Eds.). (2001). *Social capital: Theory and research*. Transaction Publishers.
- Liotti, M., Milesi, A., Spitoni, G. F., Tanzilli, A., Speranza, A. M., Parolin, L., ... & Giovanardi, G. (2023). Unpacking trust: the Italian validation of the epistemic trust, mistrust, and credulity questionnaire (ETMCQ). *Plos one*, 18(1), e0280328.
- Manara, M. (2025). Institutional transition: Social cohesion and demand for land titles in urban Tanzania. *World Development*, 185, 106799.
- Narayan, D., & Pritchett, L. (1999). Cents and sociability: Household income and social capital in rural Tanzania. *Economic development and cultural change*, 47(4), 871-897

Nunn, N., & Wantchekon, L. (2011). The slave trade and the origins of mistrust in Africa. *American economic review*, 101(7), 3221-3252.

Oliver Huidobro, J., Antonioni, A., Lipari, F., & Tamarit, I. (2022). Social capital as a network measure provides new insights on economic growth. *Plos one*, 17(8), e0273066.

Paldam, M., & Svendsen, G. T. (2004). Social capital and economics. In *Creation and returns of social capital* (pp. 196-212). Routledge.

Ponthieux, S. (2006). Le capital social. *Lectures, Les livres*.

Putnam, R. D. (1993). The prosperous community. *The american prospect*, 4(13), 35-42.

Putnam, R. D. (2000). Bowling alone: The collapse and revival of American community. *Simon Schuster*.

Putnam, R. D. (2007). E pluribus unum: Diversity and community in the twenty-first century the 2006 Johan Skytte Prize Lecture. *Scandinavian political studies*, 30(2), 137-174

Sene, O. (2017). Measures of trust and participation in collective actions: evidence from rural Senegal. *African Development Review*, 29(3), 498-511.

Szreter, S., & Garrett, E. (2000). Reproduction, compositional demography, and economic growth: Family planning in England long before the fertility decline. *Population and Development Review*, 26(1), 45-80.

Tabellini, G. (2008). The scope of cooperation: Values and incentives. *The Quarterly Journal of Economics*, 123(3), 905-950.

Van Deth, Jan W. 2008. "Measuring Social Capital." In *The Handbook of Social Capital*, edited by Dario Castiglione, Jan W. van Deth, and Guglielmo Wolleb, 150–151. Oxford: Oxford University Press.